

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4400

[2008/204398]

6 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, rendu le 24 janvier 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 30 janvier 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 45.073/4, donné le 24 septembre 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, qui, à l'origine, ont été prises en exécution de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, aujourd'hui abrogée, trouvent désormais leur fondement légal dans les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui habilite le Gouvernement à arrêter des conditions générales au sens du chapitre I^{er}, section III, de ce décret;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999, le Gouvernement ne peut, lorsqu'il arrête des conditions sectorielles, s'écarter des conditions générales, qu'à la condition de motiver cette dérogation;

Considérant, à l'heure actuelle, que l'arrêté royal du 3 août 1976 est en partie désuet; qu'en effet, certaines de ces dispositions ont été reprises par le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau (chapitre VI - Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires) pour les eaux usées domestiques et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que certains paramètres visés par l'arrêté royal du 3 août 1976 ne sont aujourd'hui plus pertinents, ne sont pas applicables à l'ensemble des secteurs d'activité, ou font référence à des méthodes d'analyse aujourd'hui interdites dont notamment :

- le test de putréfaction au bleu de méthylène, paramètre abandonné;

- les hydrocarbures extractibles au tétrachlorure de carbone, dont l'analyse est aujourd'hui interdite et remplacée par une nouvelle méthode;

Considérant, enfin, que la non-application de l'arrêté royal du 3 août 1976 permet de limiter le nombre de textes réglementaires applicables à un établissement, répondant ainsi à la volonté du Gouvernement wallon d'adopter un programme de rationalisation et de simplification administrative;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Art. 2. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux stations d'épuration individuelle égale ou supérieure à 100 équivalent-habitant visées par la rubrique 90.13 et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation à l'obligation de raccordement à l'égout, visés par la rubrique 90.14 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o établissement existant : un établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Un établissement pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est assimilé à un établissement existant. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant;

2^o unité d'épuration individuelle : système d'épuration individuelle capable de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante inférieure ou égale à 20 équivalents-habitants installé en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout, visé par la rubrique 90.14 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

3^o installation d'épuration individuelle : système d'épuration individuelle capable de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante comprise entre 20 et 100 équivalents-habitants installé en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout, visé par la rubrique 90.14 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

CHAPITRE II. — Implantation

Art. 4. La capacité de traitement exprimée en EH est calculée en se basant sur le tableau visé à l'annexe I^{re}. La capacité de traitement ne peut pas être inférieure à 5 EH.

Art. 5 § 1^{er}. Toute unité ou installation d'épuration individuelle comprend un volume de prétraitement et de stockage unique assurant une rétention des boues, dimensionné dans le respect de l'annexe II.

Pour les stations d'épuration individuelle, l'installation d'un prétraitement est obligatoire lorsque le traitement s'effectue par biomasse fixée sur un support quel qu'il soit. L'élément de prétraitement peut être utilisé pour stocker les boues excédentaires, primaires ou mixtes.

Les dispositifs de traitement par filtres plantés à écoulement vertical peuvent ne pas être équipés d'un prétraitement.

§ 2. Tout transfert de matières entre le volume de prétraitement et de stockage des boues et le volume de traitement ne peut se faire que via les canalisations immergées prévues à cet effet.

Un système d'extraction assure la reprise efficace de toutes les boues en excès vers le volume de stockage.

Le volume de stockage des boues est muni d'un système de ventilation d'un diamètre minimum de 80 mm, séparé du circuit des eaux épurées et des eaux pluviales et placé à une hauteur suffisante pour éviter les nuisances olfactives.

En situation de relevage des eaux usées domestiques avant prétraitement et traitement, le débit ponctuel appliqué sur l'appareil épuratoire ne peut perturber son bon fonctionnement avec dégradation des conditions d'émission.

Les cuves, bassins, lagunes, canalisations et raccordements sont étanches.

§ 3. Le traitement des eaux usées domestiques par lit bactérien anaérobie est interdit.

Les dispositifs d'infiltration ne sont pas considérés comme élément de traitement.

§ 4. Les éléments fermés composant le système d'épuration individuelle sont équipés d'orifices de dimension nominale de 60 cm minimum et munis d'un couvercle amovible et accessible permettant la vérification du fonctionnement et l'entretien du dispositif.

L'accès au volume de prétraitement, s'il est commun avec d'autres parties, garantit le soutirage des boues sans risque de détérioration des équipements et canalisations. Les volumes de traitement et de clarification secondaire peuvent avoir un accès commun.

La dimension des orifices de visite permet de procéder aux réglages de fonctionnement, à l'entretien et au remplacement des pièces d'usures selon les modalités reprises dans le guide d'exploitation.

§ 5. Le site doit être accessible aux fins d'opérations de maintenance et d'entretien.

Art. 6. Les appareils électromécaniques nécessaires au bon fonctionnement du système d'épuration individuelle sont installés dans un endroit sec, aéré, et équipés d'une alarme prévenant de tout dysfonctionnement.

Art. 7. Lorsque les eaux usées domestiques sont constituées principalement d'eaux issues du secteur de la restauration alimentaire, le placement d'un dégraisseur d'un volume minimum de 500 litres pour une unité d'épuration individuelle, ou d'un volume minimum de 800 litres pour une installation d'épuration individuelle, ou d'un volume minimum de 1.200 litres pour une station d'épuration individuelle est obligatoire.

Art. 8. A l'exception de l'éventuel dégraisseur et des éléments électromécaniques, les éléments constituant le système d'épuration individuelle sont placés à l'extérieur des immeubles desservis, sauf les dispositifs conçus spécifiquement pour être placés à l'intérieur des immeubles.

Art. 9. Le dispositif de contrôle permet le prélèvement d'un flacon d'une contenance minimale d'un litre et répond aux prescriptions de l'annexe III.

Art. 10. Les eaux épurées provenant du dernier élément de traitement d'une unité ou d'une installation d'épuration individuelle sont évacuées, au besoin à l'aide d'une pompe de relevage, par un des dispositifs d'évacuation par infiltration visés à l'annexe IV ou, si cela s'avère impossible au terme d'un test de perméabilité, dans une voie artificielle d'écoulement ou dans une eau de surface ordinaire.

Afin de prévenir tout risque de colmatage, l'installation d'un filtre décolloïdeur est requise lorsque l'évacuation des eaux épurées s'effectue par infiltration.

L'évacuation par un puits perdant des eaux épurées par une unité d'épuration individuelle non située dans une zone de prévention établie en application de l'article D.172 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, est autorisée par les conditions particulières pour autant qu'aucun autre mode d'évacuation ne soit possible.

L'évacuation par un puits perdant des eaux épurées par une installation ou une station d'épuration individuelle est interdite.

Le rejet des eaux épurées dans une zone de baignade est interdit, sauf si ces eaux sont désinfectées avant rejet par un dispositif de désinfection agréé.

Le rejet des eaux épurées par une installation ou une station d'épuration individuelle dans une zone d'amont est interdit, sauf si ces eaux sont désinfectées avant rejet par un dispositif de désinfection agréé.

CHAPITRE III. — Exploitation

Art. 11. Les eaux prélevées au dispositif de contrôle défini à l'annexe III respectent les conditions d'émission suivantes :

Paramètres	Concentration	Méthode de mesure de référence
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20 °C) sans nitrification	30 mg/l O ₂ (1) ou 50 mg/l O ₂ (2)	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté.
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l O ₂ (1) ou 160 mg/l O ₂ (2)	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté.
Total des matières solides en suspension (MES) Facultatif	40 mg/l (1) ou 60 mg/l (2)	
Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne dépasse pas 150 mg/l.		

(1) En moyenne sur 24 heures.

(2) Maximum sur un échantillon ponctuel.

Art. 12. Seules les eaux usées domestiques à l'exception des eaux pluviales et des eaux claires parasites sont traitées par le système d'épuration individuelle. Les eaux pluviales et les eaux claires parasites ne peuvent en aucun cas transiter par un des éléments composant le système d'épuration individuelle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque plusieurs habitations sont raccordées sur une même installation ou station d'épuration individuelle, les eaux usées peuvent être acheminées par un égout unitaire existant en respectant les dispositions suivantes :

1° aucune eau claire parasite ne peut transiter dans l'égout unitaire alimentant l'installation ou la station d'épuration individuelle;

2° l'installation ou la station d'épuration individuelle est précédée d'un dispositif de gestion des eaux pluviales tel qu'un déversoir d'orage, un bassin d'orage ou un dispositif de stockage temporaire assurant une restitution régulée des eaux pluviales dans le milieu récepteur;

3° l'installation ou la station d'épuration individuelle et le dispositif de gestion des eaux pluviales sont dimensionnés de telle manière que le débit supplémentaire éventuel de temps de pluie alimentant le système ne puisse entraîner de détérioration du fonctionnement avec dégradation des conditions d'émission visées à l'article 11.

CHAPITRE IV. — *Contrôle et entretien*

Art. 13. Les conditions particulières peuvent déterminer les modalités d'accès du site et de sa sécurité.

Art. 14. L'exploitant veille au bon état de fonctionnement de son système d'épuration individuelle.

L'intervalle entre deux entretiens dont les prestations minimum sont décrites à l'annexe V ne peut excéder une année pour les unités et les installations d'épuration individuelle et trois mois pour une station d'épuration individuelle.

L'intervalle entre deux vidanges ne peut excéder quatre ans pour les unités d'épuration individuelle, deux ans pour les installations d'épuration individuelle ou un an pour les stations d'épuration individuelle.

Les systèmes d'épuration individuelle ainsi que les dégraisseurs sont vidangés par des vidangeurs agréés.

Art. 15. Le contrat d'entretien dont le contenu minimum est précisé à l'annexe V est obligatoire pour les stations d'épuration individuelle.

Art. 16. L'exploitant produit lors de tout contrôle aux personnes ou organismes habilités à cette fin par le Gouvernement wallon, les justificatifs d'entretien et les attestations de vidange établies par un vidangeur agréé.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires, modificatives, transitoires et finales*

Art. 17. L'arrêté royal du 3 août 1976 portant règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales est abrogé pour ce qui concerne les établissements visés par le présent arrêté.

Art. 18. Les articles 6, 14 et 15 du présent arrêté s'appliquent aux établissements existants.

Les articles 7 et 9 du présent arrêté s'appliquent aux établissements existants au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les eaux épurées issues des établissements existants répondent aux conditions d'émission de l'annexe VI.

Art. 19 A l'article 5, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008, fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle, les termes "ainsi qu'aérobie par percolation" sont supprimés.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2009.

Art. 21. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 novembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe I^e

Notion d'équivalent habitant

La capacité utile du système d'épuration individuelle est déterminée en fonction du nombre d'équivalent habitant (EH) de l'habitation ou du groupe d'habitations desservies par le système. Elle est d'au moins 5 EH.

Pour les habitations unifamiliales qui ne génèrent que des eaux usées domestiques, la charge polluante produite quotidiennement s'exprime par un nombre d'équivalent habitant égal au nombre d'occupants. Dans le cas de raccordement de plusieurs habitations sur le même système d'épuration individuelle, la charge polluante est comptabilisée sur un nombre minimum de 4 EH par habitation.

Pour les autres habitations, le nombre d'équivalent-habitant correspondant à la charge polluante contenue dans les eaux usées domestiques est évalué comme suit :

Bâtiment ou complexe	Nombre d'équivalent habitant (EH)
Usine, atelier	1 ouvrier = 1/2 EH
Bureau	1 employé = 1/3 EH
Ecole sans baignoires, douche ni cuisine (externat) *	1 élève = 1/10 EH
Ecole avec baignoires sans cuisine (externat) *	1 élève = 1/5 EH
Ecole avec baignoires et cuisine (externat) *	1 élève = 1/3 EH
Ecole avec baignoires et cuisine (internat) *	1 élève = 1 EH
Hôtel, pension*	1 lit = 1 EH
Camping - emplacements de passage	1 emplacement = 1,5 EH
Camping - emplacements résidentiels	1 emplacement résidentiel = 2 EH
Caserne	1 personne (prévue) = 1 EH

Bâtiment ou complexe	Nombre d'équivalent habitant (EH)
Restaurant *	1 couvert servi = 1/4 EH Nbre EH = 1/4 EH x nombre moyen de couverts servis chaque jour
Théâtre, cinéma, salle des fêtes, débits de boisson	1 place = 1/30 EH
Plaine de sports *	1 place = 1/20 EH
Home, centre spécifique de soins, prisons *	1 lit = 1,5 EH

Pour les bâtiments ou complexes annotés d'un astérisque, le nombre d'EH calculé d'après le tableau est augmenté de 1/2 EH par membre du personnel attaché à l'établissement. Dans la détermination de la capacité utile nécessaire, il y a lieu de tenir compte d'une augmentation éventuelle du nombre d'usagers du bâtiment ou du complexe raccordé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008, fixant les conditions sectorielles d'exploitation relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout.

Namur, le 6 novembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe II

Dispositions relatives aux éléments de prétraitement et de stockage des boues

Capacité nominale d'épuration (EH)	Volume utile minimum, en m ³ Boues primaires seules	Volume utile minimum, en m ³ Boues mixtes (primaires et secondaires mélangées)
5 - 10	320 l/EH avec un minimum de 3 m ³	560 l/EH avec un minimum de 3 m ³
11 - 20	215 l/EH avec un minimum de 3.2 m ³	350 l/EH avec un minimum de 5.6 m ³
21 - 50	150 l/EH avec un minimum de 4.3 m ³	240 l/EH avec un minimum de 7 m ³
51 - 99	120 l/EH avec un minimum de 7.5 m ³	180 l/EH avec un minimum de 12 m ³

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles d'exploitation relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout.

Namur, le 6 novembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe III

Dispositif de contrôle

Le dispositif de contrôle visé à l'article 9 répond aux exigences suivantes :

- 1° permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux épurées déversées;
- 2° être facilement accessible sans formalité préalable;
- 3° être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux, soit :
 - a) intégré dans le compartiment de clarification :

Il est réalisé sur le dispositif de sortie. D'un accès aisé depuis la trappe de visite, il est composé d'un conduit ouvert permettant le prélèvement des eaux juste avant la sortie.

b) ou intégré dans la chambre de visite posée à une distance n'excédant pas deux mètres après le dernier élément de traitement de la filière.

Equipée d'un orifice de dimension nominale de 60 cm, la chambre de visite permet le prélèvement direct sous la conduite d'entrée des eaux dans ladite chambre de visite.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008, fixant les conditions sectorielles d'exploitation relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout.

Namur, le 6 novembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe IV**Dimensionnement des dispositifs d'évacuation par infiltration**

Le dimensionnement du dispositif d'évacuation par infiltration fait l'objet d'une note de calcul intégrant plusieurs paramètres liés aux caractéristiques du sol en place.

En cas d'évacuation des eaux pluviales par le même dispositif, les bases de dimensionnement prennent en compte de débit supplémentaire généré par les eaux pluviales.

a) Type de sol et vitesse d'infiltration :

Sol sableux : vitesse d'infiltration comprise entre 4.10^{-3} m/s et 2.10^{-5} m/s.

Sol sablo-limoneux : vitesse d'infiltration comprise entre 2.10^{-5} m/s et 6.10^{-6} m/s.

Sol limoneux : vitesse comprise entre 6.10^{-6} m/s et 10^{-6} m/s.

L'infiltration ne peut être envisagée pour des vitesses d'infiltration supérieures à 4.10^{-3} m/s et inférieures à 10^{-6} m/s.

La vitesse d'infiltration est mesurée in situ via un test de perméabilité.

b) Profondeur de la nappe phréatique :

Si la profondeur de la nappe phréatique est inférieure à un mètre, l'évacuation des eaux épurées ne peut s'effectuer que par un tertre d'infiltration hors-sol ou par un autre mode d'évacuation autorisé que l'infiltration.

c) Tranchées d'infiltration ou drains dispersants :

Longueur maximum : 30 mètres à partir du point d'alimentation.

Section minimale de 0,6 m x 0,6 m.

L'entre axe entre chaque tranchée ou drain ne peut être inférieure à 2 m.

Sol	Profondeur de la nappe en m (N)	Longueur totale min des drains en m, pour une capacité de 5 EH	Longueur supplémentaire en m par EH
Sableux	1 < N < 1,5 N > 1,5	35 25	8
Sablo limoneux	1 < N < 1,5 N > 1,5	50 42	13
Limoneux	1 < N < 1,5 N > 1,5	85 70	17

d) Tertre d'infiltration - Hauteur minimale de 0,70 m.

Sol	Surface min du filtre en m ² pour une capacité de 5 EH	Surface supplémentaire par EH en m ²
Sableux	35	6,5
Sablo limoneux	55	11
Limoneux	75	16,6

e) Filtre à sable - Epaisseur minimale de 0,75 m.

Sol	Surface min du filtre en m ² pour une capacité de 5 EH	Surface supplémentaire par EH en m ²
Sableux Sablo limoneux Limoneux	40	8,5

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008, fixant les conditions sectorielles d'exploitation relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout.

Namur, le 6 novembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ANNEXE V**Prestations obligatoires d'entretien**

Selon le type d'équipement, les prestations d'entretien portent au minimum sur les vérifications et contrôles suivants qui sont consignés dans un journal d'exploitation :

- Vérification de la date de la dernière purge des boues;
- Vérification de la date du dernier entretien;
- Contrôle fonctionnel de tous les composants mécaniques et électrotechniques;
- Maintenance de l'aérateur immergé et des pompes, nettoyage de la pompe, vérification de l'étanchéité des raccords conduites eau, air, boues;
- Vérification de la teneur en oxygène des eaux usées et, le cas échéant, adaptation des temps de service pour l'aérateur immergé;

- Vérification de la DCO;
- Vérification du volume des boues après la phase d'épuration secondaire et réglage de recirculation (facultatif suivant le procédé mis en œuvre);
- Vérification de la hauteur précise des boues dans le compartiment de stockage avec demande à l'exploitant de déclencher si nécessaire la procédure d'évacuation des boues par un vidangeur agréé;
- Réalisation des travaux de nettoyage d'ordre général, par exemple élimination des dépôts.

Noter dans le journal d'exploitation les travaux de maintenance réalisés et le résultat de l'analyse de la DCO.

L'intervalle entre deux visites d'entretien ne peut excéder un an pour les unités et les installations d'épuration individuelle, et trois mois pour les stations d'épuration individuelle.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008, fixant les conditions sectorielles d'exploitation relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout.

Namur, le 6 novembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe VI

Etablissements existants - Conditions d'émission

a) Unités d'épuration individuelle

Paramètres	Concentration (2)	Méthode de mesure de référence (1)
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20 °C) sans nitrification	70 mg/l O ₂	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté.
Demande chimique en oxygène (DCO)	180 mg/l O ₂	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté..
Total des matières solides en suspension	60 mg/l	
(1) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne dépasse pas 150 mg/l.		
(2) Les valeurs numériques se réfèrent à des échantillons ponctuels		

b) Installations d'épuration individuelle

Paramètres	Concentration (2)	Méthode de mesure de référence (1)
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20 °C) sans nitrification	50 mg/l O ₂	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté.
Demande chimique en oxygène (DCO)	160 mg/l O ₂	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté.
Total des matières solides en suspension	60 mg/l	
(1) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne dépasse pas 150 mg/l.		
(2) Les valeurs numériques se réfèrent à des échantillons ponctuels		

c) Stations d'épuration individuelle

Paramètres	Concentration	% minimal de réduction (1)	Méthode de mesure de référence (2)
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20 °C) sans nitrification (3)	30 mg/l O ₂ (5) ou 50 mg/l O ₂ (6)	70	° Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. ° Détermination de l'oxygène dissous avant et après une incubation de 5 jours à 20 °C + 1 °C dans l'obscurité complète. Addition d'un inhibiteur de nitrification.
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l O ₂ (5) 160 mg/l O ₂ (6)	75	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Bichromate de potassium.

Paramètres	Concentration	% minimal de réduction (1)	Méthode de mesure de référence (2)
Total des matières solides en suspension	60 mg/l (4)	90 (4)	<ul style="list-style-type: none"> • Filtration d'un échantillon représentatif sur une membrane de 0,45 µm, séchage à 105 °C et pesée. • Centrifugation d'un échantillon représentatif (pendant 5 minutes au moins avec accélération moyenne de 2800 à 3200 g), séchage à 105 °C et pesée.
pH	< 9 et > 6,5		
T°	< 30 °C		
hydrocarbures non polaires	< 3 mg/l		
Un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque.			

(1) Réduction par rapport à l'entrée.

(2) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l.

(3) Ce paramètre peut être remplacé par un autre : carbone organique total (COT) ou demande totale en oxygène (DTO) si une relation peut être établie entre la DBO5 et le paramètre de substitution.

(4) Cette exigence est facultative.

(5) En moyenne sur 24 heures.

(6) Maximum.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008, fixant les conditions sectorielles d'exploitation relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout.

Namur, le 6 novembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4400

[2008/204398]

6. NOVEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen für die individuellen Klärstationen und individuellen Klärsysteme, die in Abweichung von der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;
Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser;

Aufgrund des am 24. Januar 2007 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 30. Januar 2007 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 24. September 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 45.073/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser, die ursprünglich in Anwendung von Artikel 3, § 1 des heute außer Kraft getretenen Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung verabschiedet wurden, ihre gesetzliche Grundlage fortan in den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung finden, die die Regierung dazu ermächtigen, allgemeine Bedingungen im Sinne von Kapitel I, Abschnitt III, dieses Dekrets festzulegen;

In der Erwägung, dass die Regierung kraft Artikel 5, § 2, Absatz 3 des Dekrets vom 11. März 1999 bei der Bestimmung von sektorbezogenen Betriebsbedingungen nicht von den allgemeinen Bedingungen abweichen darf, es sei denn, sie begründet diese Abweichung;

In der Erwägung, dass der Königliche Erlass vom 3. August 1976 heute teilweise veraltet ist; dass manche seiner Bestimmungen in der Tat im Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet (Kapitel VI - allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers), für was die Haushaltsabwässer betrifft, und im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe übernommen worden sind;

In der Erwägung, dass bestimmte im Königlichen Erlass vom 3. August 1976 erwähnte Parameter heute nicht mehr relevant sind, nicht auf die Gesamtheit der Tätigkeitsbereiche anwendbar sind oder auf Analysemethoden beruhen, die heute verboten sind, insbesondere:

- die Fäulnisprobe mit Methylenblau (ein heute nicht mehr benutzter Parameter);
- die mit Tetrachlorkohlenstoff extrahierbaren Kohlenwasserstoffe, deren Analyse heutzutage verboten ist, und durch ein neues Verfahren ersetzt worden ist.

In der abschließenden Erwägung, dass die Nichtanwendung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 eine Begrenzung der auf einen Betrieb anwendbaren verordnungsmäßigen Bestimmungen ermöglicht, was der Absicht der Wallonischen Regierung entspricht, ein Programm zur Rationalisierung und administrativen Vereinfachung zu verabschieden;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Die vorliegenden sektorbezogenen Betriebsbedingungen sind auf die individuellen Klärstationen mit einer Leistung von oder über 100 EGW im Sinne der Rubrik 90.13 und auf die in Abweichung von der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installierten individuellen Klärsysteme, die in der Rubrik 90.14 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind, anwendbar.

Art. 3 - Zur Anwendung vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° bestehender Betrieb: ein vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassener Betrieb. Ein Betrieb, für den ein Genehmigungsantrag vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist, wird einem bestehenden Betrieb gleichgestellt. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses im kraft Artikel 10, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bestehenden Betrieb gleichgestellt;

2° individuelle Kläreinheit: individuelles Klärsystem, das dazu fähig ist, ein Haushaltsabwasservolumen zu behandeln, das einer Schadstoffbelastung von höchstens 20 EGW entspricht, und in Abweichung von der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert worden ist, im Sinne der Rubrik 90.14 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

3° individuelle Kläranlage: individuelles Klärsystem, das dazu fähig ist, ein Haushaltsabwasservolumen zu behandeln, das einer Schadstoffbelastung zwischen 20 und 100 EGW entspricht, und in Abweichung von der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert worden ist, im Sinne der Rubrik 90.14 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten.

KAPITEL II — Standort

Art. 4 - Die in EGW ausgedrückte Behandlungskapazität wird auf der Grundlage der in der Anlage I angeführten Tabelle berechnet. Die Behandlungskapazität darf nicht unter 5 EGW liegen.

Art. 5 - § 1. Jede individuelle Kläreinheit oder -anlage umfasst ein einheitliches Vorbehandlungs- und Speichervolumen, durch das die Klärschlämme zurückgehalten werden und das gemäß der Anlage II dimensioniert ist.

Für die individuellen Klärstationen ist die Installation eines Vorbehandlungssystems zwingend wenn die Behandlung durch eine auf irgend welchem Trägermaterial fixierte Biomasse erfolgt. Das Vorbehandlungssystem kann benutzt werden, um den primären oder gemischten Überschussschlamm zu speichern.

Die Vorrichtungen zur Behandlung durch senkrecht zum Abfluss sitzenden Filtern müssen nicht mit einem Vorbehandlungssystem ausgestattet sein.

§ 2. Jede Überleitung von Substanzen zwischen dem Vorbehandlungs- und Schlamm Speichervolumen und dem Behandlungsvolumen kann lediglich über die zu diesem Zweck vorgesehenen eingetauchten Kanalisationen erfolgen.

Ein Extraktionssystem gewährleistet die wirksame Ableitung aller übermäßigen Schlämme zum Speichervolumen.

Das Volumen zur Schlamm Speicherung ist mit einem Lüftungssystem mit einem Mindestdurchmesser von 80 mm versehen, das vom Kreislauf des geklärten Wassers und des Regenwassers getrennt und ausreichend hoch angebracht ist, um Geruchsbelästigungen zu vermeiden.

Im Falle einer Hebung des Haushaltsabwassers vor der Vorbehandlung oder Behandlung darf die auf das Klärgerät applizierte punktuelle Abflussmenge nicht dessen guten Betrieb mit Beeinträchtigung der Emissionsbedingungen stören.

Die Behälter, Becken, Behandlungsteiche, Kanalisationen und Anschlüsse sind undurchlässig.

§ 3. Die Behandlung des Haushaltsabwassers durch anaerobe Biofilter ist untersagt.

Die Sickervorrichtungen werden nicht als Behandlungselement betrachtet.

§ 4. Die geschlossenen Elemente, aus denen sich das individuelle Klärsystem zusammensetzt, sind mit Öffnungen mit einem Nennmaß von mindestens 60 cm ausgestattet und mit einem abnehmbaren und zugänglichen Deckel versehen, damit der Betrieb und die Instandhaltung der Vorrichtung überprüft werden können.

Der Zugang zum Vorbehandlungsvolumen, sofern er mit anderen Teilen gemeinsam ist, gewährleistet den Abzug der Schlämme, ohne dass die Gefahr besteht, die Ausrüstungen und Rohrleitungen zu beschädigen. Die Volumen für die Behandlung und die Nachklärung können einen gemeinsamen Zugang haben.

Die Besichtigungsöffnungen sind ausreichend groß, um die Funktionseinstellungen, die Wartung und das Auswechseln der verbrauchten Teile gemäß den im Betriebshandbuch angeführten Modalitäten vornehmen zu können.

§ 5. Der Standort muss zwecks der Wartungs- und Instandhaltungsvorgänge zugänglich sein.

Art. 6 - Die zum guten Betrieb des individuellen Klärsystems erforderlichen elektromechanischen Geräte sind an einer trockenen und belüfteten Stelle installiert und mit einem Alarmgerät zur Vorbeugung gegen jegliche Funktionsstörung ausgestattet.

Art. 7 - Wenn das Haushaltsabwasser hauptsächlich aus Abwasser aus dem Lebensmittel-Gaststättengewerbe besteht, ist das Anbringen eines Fettabscheiders von einem Mindestvolumen von 500 Litern für eine individuelle Kläreinheit oder von einem Mindestvolumen von 800 Litern für eine individuelle Kläranlage oder von einem Mindestvolumen von 1 200 Litern für eine individuelle Klärstation Pflicht.

Art. 8 - Mit Ausnahme des eventuellen Fettabscheiders und der elektromechanischen Bestandteile werden die Elemente, aus denen sich das individuelle Klärsystem zusammensetzt, außerhalb der versorgten Gebäude installiert, außer im Falle von Vorrichtungen, die eigens dazu vorgesehen sind, innerhalb der Gebäude installiert zu werden.

Art. 9 - Die Kontrollvorrichtung ermöglicht die Entnahme einer Flasche mit einem Inhaltsvermögen von mindestens 1 Liter und entspricht den Vorschriften der Anlage III.

Art. 10 - Das geklärte Wasser aus dem letzten Behandlungselement einer individuellen Kläreinheit oder einer individuellen Kläranlage wird nötigenfalls mit Hilfe einer Hebepumpe durch eine der in der Anlage IV angeführten Vorrichtungen für die Ableitung durch Versickerung abgeleitet oder falls sich dies nach Abschluss eines Durchlässigkeitstests als unmöglich erweist, einem künstlichen Abflussweg oder in einem gewöhnlichen Oberflächengewässer zugeführt.

Um jeder Verstopfungsgefahr vorzubeugen, ist die Installierung eines Kolloidfängers erforderlich, wenn die Ableitung des geklärten Wassers durch Versickerung erfolgt.

Die Ableitung durch eine Sickergrube des Abwassers, das durch eine individuelle Kläreinheit geklärt wurde, die sich nicht in einer Präventivzone befindet, die in Anwendung von Artikel D.172 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, errichtet wurde, ist kraft der besonderen Bedingungen erlaubt, insofern keine andere Ableitungsmöglichkeit besteht.

Die Ableitung durch eine Sickergrube des Abwassers, das durch eine individuelle Kläranlage oder eine individuelle Klärstation geklärt wurde, ist verboten.

Die Ableitung des geklärten Wassers in ein Badegebiet ist verboten, außer wenn dieses Wasser vor der Ableitung durch eine zugelassene Desinfektionsvorrichtung desinfiziert wird.

Die Ableitung des durch eine individuelle Kläranlage oder eine individuelle Klärstation geklärten Wassers in ein stromaufwärts gelegenes Gebiet ist verboten, außer wenn dieses Wasser vor der Ableitung durch eine zugelassene Desinfektionsvorrichtung desinfiziert wird.

KAPITEL III. — *Bewirtschaftung*

Art. 11 - Das aus der in der Anlage III bestimmten Kontrollvorrichtung entnommene Wasser muss folgende Emissionsbedingungen beachten:

Parameter	Konzentration	Referenzmessmethode
Biochemischer Sauerstoffbedarf in (BSB5 bei 20 °C) ohne Nitrifikation	30 mg/l O ₂ (1) oder 50 mg/l O ₂ (2)	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	125 mg/l O ₂ (1) oder 160 mg/l O ₂ (2)	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe
Suspendierter Feststoff insgesamt Fakultativ	40 mg/l (1) oder 60 mg/l (2)	
Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen werden an gefilterten Proben ausgeführt; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben beträgt jedoch nicht mehr als 150 mg/l.		

(1) Im Durchschnitt während 24 Stunden.

(2) Maximalwert für eine punktuelle Probe.

Art. 12 - Nur das Haushaltsabwasser mit Ausnahme des Regenwassers und des parasitären Sauberwassers wird mittels des individuellen Klärsystems behandelt. Das Regenwasser und das parasitäre Sauberwasser dürfen auf keinen Fall durch einen Bestandteil des individuellen Klärsystems geleitet werden.

Wenn mehrere Wohnungen an eine selbe individuelle Kläranlage oder individuelle Klärstation angeschlossen sind, kann das Abwasser durch eine bestehende Mischkanalisation angeführt werden, wenn folgende Bestimmungen beachtet werden:

1°. Es darf kein parasitäres Sauberwasser durch die Mischkanalisation geleitet werden, die die individuelle Kläranlage oder individuelle Klärstation versorgt;

2°. Vor der individuellen Kläranlage oder individuellen Klärstation befindet sich eine Vorrichtung zur Regulierung des Regenwassers, wie z.B. ein Regenauslass, ein Gewitterbecken oder eine zeitweilige Lagervorrichtung, die eine geregelte Rückführung des Regenwassers in den Vorfluter ermöglicht;

3°. Die individuelle Kläranlage oder individuelle Klärstation und die Vorrichtung zur Regulierung des Regenwassers werden so dimensioniert, dass die etwaige durch das Regenwasser erzeugte zusätzliche in das System eindringende Abflussmenge die Funktion nicht beeinträchtigen kann und den Emissionsbedingungen nach Artikel 11 nicht schaden kann.

KAPITEL IV. — Kontrolle und Instandhaltung

Art. 13. In den besonderen Bedingungen können die Modalitäten für den Zugang zum Standort und seine Sicherheit festgelegt werden.

Art. 14 - Der Betreiber sorgt für den guten Betriebszustand seines individuellen Klärsystems.

Das Intervall zwischen zwei Instandhaltungsvorgängen, deren minimale Leistungen in der Anlage V beschrieben sind, darf ein Jahr für die individuellen Kläreinheiten und -anlagen und drei Monate für eine individuelle Klärstation nicht überschreiten.

Das Intervall zwischen zwei Entleerungen darf vier Jahre für die individuellen Kläreinheiten, zwei Jahre für die individuellen Kläranlagen oder ein Jahr für die individuellen Klärstationen nicht überschreiten.

Die individuellen Klärsysteme sowie die Fettabscheider werden durch zugelassene Grubenentleerer entleert.

Art. 15 - Der Instandhaltungsvertrag, dessen Mindestinhalt in der Anlage V angegeben ist, ist für die individuellen Klärstationen verpflichtend.

Art. 16 - Bei jeder Kontrolle legt der Betreiber den zu diesem Zweck durch die Wallonische Regierung zugelassenen Personen oder Einrichtungen die Belege für die Instandhaltung und die durch einen zugelassenen Grubenentleerer ausgestellten Bescheinigungen für die Entleerung vor.

KAPITEL V — Aufhebungs-, Abänderungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 17 - Der Königliche Erlass vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser wird, was die im vorliegenden Erlass erwähnten Betriebe betrifft, aufgehoben.

Art. 18 - Die Artikel 6, 14 und 15 des vorliegenden Erlasses finden auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

Die Artikel 7 und 9 des vorliegenden Erlasses finden Anwendung auf die Betriebe, die spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bestehen.

Das aus den bestehenden Betrieben stammende geklärte Wasser genügt den Emissionswerten der Anlage VI.

Art. 19 - In Artikel 5, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen wird der Wortlaut äsowie durch aerobe Topfkörperfilterä gestrichen.

Art. 20 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2009 in Kraft.

Art. 21 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. November 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage I

Konzept des Einwohnergleichwerts

Die Nutzleistung des individuellen Klärsystems wird aufgrund der Anzahl Einwohnergleichwerte (EGW) der von dem System versorgten Wohnung oder Gruppe von Wohnungen bestimmt. Sie beträgt mindestens 5 EGW.

Für die Einfamilienwohnungen, die lediglich Haushaltsabwasser erzeugen wird die täglich erzeugte Belastung durch den der Anzahl Bewohner entsprechenden Einwohnergleichwert ausgedrückt. Im Falle eines Anschlusses mehrerer Wohnungen an ein und dasselbe Klärsystem wird die Schadstoffbelastung auf der Grundlage einer Mindestanzahl von 4 EGW je Wohnung berechnet.

Für die anderen Wohnungen wird die Anzahl Einwohnergleichwerte, die der im Haushaltsabwasser enthaltenen Schadstoffbelastung entspricht, wie folgt berechnet:

Gebäude oder Komplex	Anzahl Einwohnergleichwerte (EGW)
Fabrik, Werkstatt	1 Arbeiter = 1/2 EGW
Büro	1 Angestellter = 1/3 EGW
Schule ohne Bäder, Dusche, Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/10 EGW
Schule mit Bädern, ohne Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/5 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/3 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Internat)*	1 Schüler = 1 EGW
Hotel, Pension*	1 Bett = 1 EGW
Camping - Stellplätze für Durchreisende	1 Stellplatz = 1,5 EGW
Camping - Stellplätze für Dauerbewohner	1 Stellplatz für Dauerbewohner = 2 EGW
Kaserne	1 (vorgesehene) Person = 1 EGW
Restaurant*	1 aufgetragenes Gedeck = 1/4 EGW Anzahl EGW = 1/4 EGW x die durchschnittliche Anzahl der täglich aufgetragenen Gedecke
Theater, Kino, Festsaal, Getränkeausschank	1 Platz = 1/30 EGW
Sportplatz*	1 Platz = 1/20 EGW
Heim, spezifisches Pflegeheim, Gefängnisse*	1 Bett = 1,5 EGW

Für die Gebäude oder Komplexe, die mit einem Sternchen versehen sind, muss die nach der Tabelle berechnete Anzahl EGW je Personalmitglied, das in der Anstalt beschäftigt ist, erhöht werden. Zur Ermittlung der erforderlichen Nutzleistung muss eine eventuelle Zunahme der Anzahl Benutzer des angeschlossenen Gebäudes bzw. Komplexes berücksichtigt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Klärstationen und der individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. November 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage II

Bestimmungen über die Bauteile für die Vorbehandlung und die Schlamm-speicherung

Nennkapazität der Klärung (EGW)	Minimales Nutzvolumen, in m ³ Nur Primärschlamm	Minimales Nutzvolumen, in m ³ Gemischter Schlamm (Primär- und Sekundärschlamm gemischt)
5 - 10	320 l/EGW mit mindestens 3 m ³	560 l/EGW mit mindestens 3 m ³
11 - 20	215 l/EGW mit mindestens 3.2 m ³	350 l/EGW mit mindestens 5.6 m ³
21 - 50	150 l/EGW mit mindestens 4.3 m ³	240 l/EGW mit mindestens 7 m ³
51 - 99	120 l/EGW mit mindestens 7.5 m ³	180 l/EGW mit mindestens 12 m ³

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Klärstationen und der individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. November 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage III

Kontrollvorrichtung

Die in Artikel 9 erwähnte Kontrollvorrichtung wird folgenden Anforderungen gerecht:

- 1° eine leichte Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers ermöglichen;
- 2° leicht zugänglich sein, dies ohne vorherige Formalität;
- 3° an einem Ort installiert sein, der alle Garantien in Bezug auf die Menge und die Qualität des Wassers bietet, entweder:

a) im Klärraum integriert:

Sie wird an der Ausgangsvorrichtung angebracht. Von der Besichtigungskammer aus leicht zugänglich, besteht sie aus einem offenen Leitungsrohr, aus dem das Wasser kurz vor dem Ausgang entnommen werden kann.

b) oder in der Besichtigungskammer integriert, die auf eine Entfernung von höchstens zwei Metern nach dem letzten Behandlungsbauteil der Behandlungskette angebracht wird.

Mit einer Öffnung mit einem Nennmaß von 60 cm versehen, ermöglicht die Besichtigungskammer, dass das Wasser direkt unterhalb des Einlaufrohrs in der besagten Besichtigungskammer entnommen werden kann.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Klärstationen und der individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. November 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage IV

Dimensionierung der Vorrichtungen für die Ableitung durch Versickerung

Die Dimensionierung der Vorrichtung für die Ableitung durch Versickerung ist Gegenstand einer Berechnung, die mehrere Parameter im Zusammenhang mit den vorhandenen Bodeneigenschaften mit einbezieht.

Falls durch dieselbe Vorrichtung Regenwasser abgeleitet wird, wird in den Dimensionierungsgrundlagen die durch das Regenwasser erzeugte zusätzliche Abflussmenge berücksichtigt.

a) Art des Bodens und Sickergeschwindigkeit:

Sandboden: Sickergeschwindigkeit zwischen $4 \cdot 10^{-3}$ m/s und $2 \cdot 10^{-5}$ m/s.

Sandig-lehmiger Boden: Sickergeschwindigkeit zwischen $2 \cdot 10^{-5}$ m/s und $6 \cdot 10^{-6}$ m/s.

Lehmboden: Sickergeschwindigkeit zwischen $6 \cdot 10^{-6}$ m/s und 10^{-6} m/s.

Für Sickergeschwindigkeiten über $4 \cdot 10^{-3}$ m/s und unter 10^{-6} m/s kommt die Versickerung nicht in Betracht.

Die Sickergeschwindigkeit wird an Ort und Stelle durch einen Durchlässigkeitstest gemessen.

b) Tiefe der Grundwasserleitschicht:

Wenn die Grundwasserleitschicht weniger als 1 Meter tief ist, kann die Ableitung des geklärten Wassers nur durch einen Filtrierhügel über dem Boden oder durch eine andere zugelassene Ableitungsmethode als die Versickerung erfolgen.

c) Entwässerungsgräben oder Sickerleitungen:

Maximale Länge: 30 Meter ab der Zulaufstelle.

Minimaler Querschnitt: 0,6 m x 0,6 m

Der Achsabstand zwischen jedem Graben oder jeder Leitung darf nicht unter 2 m liegen.

Boden	Tiefe der Grundwasserleitschicht in m (N)	Minimale Gesamtlänge der Leitungen in m, für eine Kapazität von 5 EGW	Zusätzliche Länge in m je EGW
Sandig	$1 < N < 1,5$	35	8
	$N > 1,5$	25	
Sandig-lehmig	$1 < N < 1,5$	50	13
	$N > 1,5$	42	
Lehmig	$1 < N < 1,5$	85	17
	$N > 1,5$	70	

d) Filtrierhügel - Minimale Höhe 0,70 m

Boden	Minimale Fläche des Filters in m ² , für eine Kapazität von 5 EGW	Zusätzliche Fläche je EGW in m ²
Sandig	35	6,5
Sandig-lehmig	55	11
Lehmig	75	16,6

e) Sandfilter - Minimale Dicke 0,75 m

Boden	Minimale Fläche des Filters in m ² , für eine Kapazität von 5 EGW	Zusätzliche Fläche je EGW in m ²
Sableux Sablo limoneux Limoneux Lehmig-Sandig Sandig-lehmig Lehmig	40	8,5

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Klärstationen und der individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. November 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE V

Vorgeschriebene Wartungsleistungen

Je nach dem Ausstattungstyp beziehen sich die Wartungsleistungen mindestens auf die nachstehenden Überprüfungen und Kontrollen, die im Betriebstagebuch festgehalten werden:

- Überprüfung des Datums der letzten Entschlammung;
- Überprüfung des Datums der letzten Wartung;
- Funktionskontrolle aller mechanischen und elektrotechnischen Bestandteile;
- Instandhaltung des Tauchbelüfters und der Pumpen, Reinigung der Pumpe, Überprüfung der Dichtigkeit der Leitungsanschlüsse für Wasser, Luft, Schlamm;
- Überprüfung des Sauerstoffgehalts des Abwassers und gegebenenfalls Anpassung der Betriebsdauer für den Tauchbelüfter;
- Überprüfung des chemischen Sauerstoffbedarfs (CSB);
- Überprüfung des Schlammvolumens nach der Phase der sekundären Klärung und Regelung des Schlammrücklaufs (fakultativ je nach dem eingesetzten Verfahren);
- Überprüfung der genauen Höhe des Schlammes im Speicherraum, wobei der Betreiber gebeten wird, das Verfahren der Schlammmentleerung durch einen zugelassenen Entleerer in Gang zu setzen;
- Durchführung der Reinigungsarbeiten im Allgemeinen, zum Beispiel Beseitigung der Ablagerungen.

Eintragung ins Betriebstagebuch der durchgeführten Wartungsarbeiten und des Ergebnisses der CSB-Analysen.

Der Abstand zwischen zwei Wartungsbesuchen darf für die individuellen Kläreinheiten und -anlagen ein Jahr und für die individuellen Klärstationen drei Monate nicht überschreiten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Klärstationen und der individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. November 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE VI

Bestehende Betriebe - Emissionsbedingungen

a) Individuelle Kläreinheiten

Parameter	Konzentration (2)	Referenzmessmethode (1)
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB ₅ bei 20 °C) ohne Nitrifikation	70 mg/l O ₂	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe.
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	180 mg/l (O ₂)	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe.
Suspendierter Feststoff insgesamt	60 mg/l	
(1) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen werden an gefilterten Proben ausgeführt; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben beträgt jedoch nicht mehr als 150 mg/l. (2) Die Zahlenwerte beziehen sich auf Einzelproben		

b) Individuelle Kläranlagen

Parameter	Konzentration (2)	Referenzmessmethode (1)
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB ₅ bei 20 °C) ohne Nitrifikation	50 mg/l O ₂	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe.
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	160 mg/l O ₂	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe
Suspendierter Feststoff insgesamt	60 mg/l	
(1) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen werden an gefilterten Proben ausgeführt; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben beträgt jedoch nicht mehr als 150 mg/l. (2) Die Zahlenwerte beziehen sich auf Einzelproben		

c) individuelle Klärstationen

Parameter	Konzentration	Mindestprozent- satz der Verringe- rung (1)	Referenzmessmethode (2)
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB5 bei 20 °C) ohne Nitrifikation (3)	30 mg/l O ₂ (5) oder 50 mg/l O ₂ (6)	70	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe. Bestimmung des gelösten Sauerstoffs vor und nach einer Bebrütung von 5 Tagen bei 20 °C + 1 °C in vollständiger Dunkelheit Hinzufügen eines Nitrifikationshemmers
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	125 mg/l O ₂ (5) 160 mg/l O ₂ (6)	75	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe. Kalium-Dichromat
Suspendierter Feststoff insgesamt	60 mg/l (4)	90 (4)	<ul style="list-style-type: none"> • Filtern einer repräsentativen Probe durch eine 0,45 µm Membrane, Trocknung bei 105 °C und Wiegen • Schleudern einer repräsentativen Probe (während mindestens 5 Minuten mit durchschnittlicher Beschleunigung von 2800 bis 3200 g), Trocknung bei 105 °C und Wiegen.
PH	< 9 und > 6,5		
T	< 30 °C		
nicht polare Kohlenwasserstoffe	< 3 mg/l		
In einer repräsentativen Probe des abgeleiteten Wassers dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann.			

(1) Verringerung im Verhältnis zu dem Wert am Eingang

(2) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen werden an gefilterten Proben ausgeführt; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen.

(3) Dieser Parameter darf durch einen anderen ersetzt werden: gesamter organischer Kohlenstoff (COT) oder gesamter Sauerstoffbedarf (DIO), wenn ein Verhältnis zwischen dem BSB5 und dem Ersatzparameter festgestellt werden kann.

(4) Diese Anforderung ist fakultativ.

(5) Durchschnittlich in 24 Stunden.

(6) Höchstens.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Klärstationen und der individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. November 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4400

[2008/204398]

6 NOVEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;

Gelet op het advies van de Wateradviescommissie, gegeven op 24 januari 2007;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 30 januari 2007;

Gelet op het advies 45.073/4 van de Raad van State, gegeven op 24 september 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, die aanvankelijk zijn genomen ter uitvoering van artikel 3, § 1, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, nu opgeheven, voortaan hun wettelijke grondslag vinden in de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning op grond waarvan de Regering bevoegd is om algemene voorwaarden in de zin van hoofdstuk I, afdeling III, van dit decreet vast te leggen;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze sectorale voorwaarden vastlegt, krachtens artikel 5, § 2, derde lid, van het decreet van 11 maart 1999 slechts van de algemene voorwaarden mag afwijken voor zover ze die afwijking motiveert;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 nu gedeeltelijk verouderd is; dat sommige van de bepalingen ervan immers zijn opgenomen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt (hoofdstuk VI - Algemeen reglement voor de sanering van het stedelijk afvalwater) wat betreft het huishoudelijk afvalwater en in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat sommige parameters bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tegenwoordig niet meer relevant zijn, niet meer toepasselijk zijn op het geheel van de activiteitssectoren of verwijzen naar analysemethoden die nu verboden zijn, o.a. :

- de ontbindingstest met methyleenblauw, een parameter die niet meer wordt gebruikt;
- de met tetrachloorkoolstof afscheidbare koolwaterstoffen, waarvan de analyse nu verboden is en waarvoor een andere methode wordt gebruikt;

Overwegende tenslotte dat de niet-toepassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 als gevolg heeft dat het aantal reglementaire teksten die op een inrichting toepasselijk zijn beperkt wordt en zodoende beantwoordt aan de wil van de Waalse Regering om een programma voor administratieve rationalisering en vereenvoudiging aan te nemen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de individuele zuiveringsstations voor 100 inwoner-equivalent of meer bedoeld in rubriek 90.13 en op de individuele zuiveringssystemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering bedoeld in rubriek 90.14 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De inrichting waarvoor de vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend, wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld. De ombouw of uitbreiding van een inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld;

2^o individuele zuiveringseenheid individueel zuiveringsstelsel in staat tot behandeling van een hoeveelheid huishoudelijk afvalwater gelijk aan een vuilvracht van 20 inwoner-equivalent of minder, geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering en bedoeld in de rubriek 90.14 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

3^o individuele zuiveringsinstallatie : individueel zuiveringsstelsel in staat tot behandeling van een hoeveelheid huishoudelijk afvalwater gelijk aan een vuilvracht van 20 tot 100 inwoner-equivalent of minder, geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering en bedoeld in de rubriek 100 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 90.14 juli 4 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging*

Art. 4. De in IE uitgedrukte behandelingscapaciteit wordt berekend op grond van de tabel in bijlage I. De behandelingscapaciteit mag niet kleiner zijn dan 5 IE.

Art. 5 § 1. Elke individuele zuiveringseenheid of -installatie omvat een eenmalig voorbehandelings- en opslagvolume dat een slibretentie garandeert en waarvan de afmetingen de voorwaarden van bijlage II naleven.

Voor de individuele zuiveringsstations is de installatie van een voorbehandeling verplicht wanneer de behandeling uitgevoerd wordt door biomassa op om het even welke drager. Het voorbehandelingselement kan gebruikt worden om het overtollige, primaire of gemengde slib op te slaan.

De behandelingsvoorzieningen via ingestoken filters met verticale afvoer moeten niet met een voorbehandeling worden uitgerust.

§ 2. Elke overbrenging van stoffen tussen het slibopslagvolume en het behandelingsvolume kan slechts gebeuren via de onder water liggende leidingen die daartoe voorzien zijn.

Het overtollige slib wordt door een extractiesysteem efficiënt afgevoerd naar het opslagvolume.

Het slibopslagvolume is voorzien van een ventilatiesysteem met een minimumdoorsnede van 80 mm. Dat systeem wordt gescheiden van het circuit van het gezuiverde water en van het regenwater en hoog genoeg geplaatst om geurhinder te voorkomen.

In geval van opvoer van het huishoudelijk afvalwater vóór de voorbehandeling en de behandeling mag het punctuele debiet dat op het zuiveringsapparaat wordt toegepast de goede werking ervan niet storen en blijft het zodoende aan de emissievoorwaarden voldoen.

De kuipen, bekkens, bassins, leidingen en aansluitingen zijn waterdicht

§ 3. Het is verboden huishoudelijk afvalwater met een anaërobe bacteriefilter of een aërobe percolatie te behandelen.

De infiltratievoorzieningen worden niet als behandelingselement beschouwd.

§ 4. De gesloten elementen van het individueel zuiveringssysteem zijn voorzien van openingen met een nominale afmeting van minimum 60 cm en van een afneembaar en toegankelijk deksel om te kunnen controleren of de apparatuur functioneert en om ze te onderhouden.

De toegang tot het voorbehandelingsvolume, indien het verband houdt met met andere delen, garandeert het onttrekken van het slib zonder risico van beschadiging van de apparatuur en leidingen. De behandelings- en de secundaire zuiveringsvolumes kunnen een gemeenschappelijke toegang hebben.

De afmeting van de bezoekenopeningen laat toe om de regeling van de werking, het onderhoud en de vervanging van de versleten stukken uit te voeren volgens de modaliteiten opgenomen in de exploitatiehandleiding.

§ 5. De site is toegankelijk voor onderhoudshandelingen.

Art. 6. De elektromechanische toestellen die nodig zijn voor de vlotte werking van het individueel zuiveringssysteem worden op een droge, verluchte plek geïnstalleerd die voorzien is van een alarmsysteem dat op elke stoornis wijst.

Art. 7. Als het huishoudelijk afvalwater voornamelijk uit het restaurantwezen komt, moet voorzien worden in de installatie van een ontvetter met een minimumvolume van 500 liter voor een individuele zuiveringseenheid, van 800 liter voor een individuele zuiveringsinstallatie of van 1 200 liter voor een individueel zuiveringsstation.

Art. 8. Met uitzondering van de eventuele ontvetter en van de elektromechanische elementen worden de elementen van het individuele zuiveringssysteem buiten de bediende gebouwen geplaatst, behalve de voorzieningen die specifiek in de gebouwen geplaatst moeten worden.

Art. 9. De controlevoorziening laat een monsterneming met een flesje van minstens één liter toe en voldoet aan de voorschriften opgenomen in bijlage III.

Art. 10. Gezuiverd water afkomstig van het laatste behandelingselement van het individueel zuiveringssysteem wordt desnoods d.m.v. een opvoerpomp afgevoerd via een goedgekeurd systeem voor afvoer door infiltratie bedoeld in bijlage IV of, indien dit onmogelijk blijkt na een permeabiliteitstest, in een kunstmatige afvloeiingsweg of in gewoon oppervlaktewater.

Om elk gevaar voor opvulling te voorkomen, is de aanleg van een kolloïdevanger aanbevolen wanneer het gezuiverde water door infiltratie wordt afgevoerd.

Water gezuiverd door een individuele zuiveringseenheid die niet gelegen is in een preventiegebied afgebakend krachtens artikel D.172 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, mag overeenkomstig de bijzondere voorwaarden via een zinkput afgevoerd worden indien het niet anders kan.

Water dat door een individuele zuiveringsinstallatie gezuiverd wordt, mag niet via een zinkput afgevoerd worden.

Het is verboden gezuiverd water in een badzone te lozen, tenzij het eerst door een erkend ontsmettingssysteem wordt ontsmet.

Water dat door een individuele zuiveringsinstallatie of een individueel zuiveringsstation gezuiverd wordt, mag niet in een zone stroomopwaarts geloosd worden, tenzij het eerst door een erkend ontsmettingssysteem wordt ontsmet.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 11. Water waarvan een monster wordt genomen via de controlevoorziening omschreven in bijlage III voldoet aan de volgende emissievoorwaarden :

Parameters	Concentratie	Referentiemethode voor de analyse
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C) zonder nitrificatie)	30 mg/l O ₂ (1) of 50 mg/l O ₂ (2)	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster.
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	125 mg/l O ₂ (1) of 160 mg/l O ₂ (2)	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster.

Parameters	Concentratie	Referentiemethode voor de analyse
Totale hoeveelheid gesuspenderde stoffen Facultatief	40 mg/l (1) of 60 mg/l (2)	
De analyses betreffende lozingen uit bezinkbassins worden verricht met gefilterde monsters; de concentratie van de totale gesuspenderde vaste stoffen in ongefilterde watermonsters is evenwel niet hoger dan 150 mg/l.		

(1) Gemiddeld over 24 uur.

(2) Maximum op een punctuele monsterneming.

Art. 12. Enkel huishoudelijk afvalwater, met uitzondering van regenwater en helder parasietwater, wordt door het individueel zuiveringssysteem behandeld. Regenwater en helder parasietwater mogen in geen geval in één van de bestanddelen van het individueel zuiveringssysteem terecht komen.

In afwijking van het eerste lid, kan afvalwater afgevoerd worden via een bestaande unitaire riolering als verschillende woningen aangesloten zijn op dezelfde individuele zuiveringsinstallatie of op hetzelfde individuele zuiveringsstation, met inachtneming van de volgende bepalingen :

1° er vloeit geen helder parasietwater door de unitaire riolering die de individuele zuiveringsinstallatie of het individuele zuiveringsstation bevoorraadt;

2° het regenwater komt eerst terecht in een voorziening voor het beheer van regenwater, zoals een overstort, een vergaarkom of een opslagvoorziening die voor een gereguleerde teruggave van het regenwater in het opvangmilieu zorgt vooraleer het de individuele zuiveringsinstallatie of het individuele zuiveringsstation bereikt;

3° de individuele zuiveringsinstallatie of het individuele zuiveringsstation en de voorziening voor het beheer van het regenwater zijn gedimensioneerd zodat het eventuele bijkomende regenwaterdebiet de werking ervan niet kan hinderen en blijft voldoen aan de emissievoorwaarden bedoeld in artikel 11.

HOOFDSTUK IV. — *Controle en onderhoud*

Art. 13. De bijzondere voorwaarden kunnen voorzien in de modaliteiten voor de toegang tot de site en voor de beveiliging ervan.

Art. 14. De exploitant zorgt voor de goede staat van werking van zijn individueel zuiveringssysteem.

De tussentijd tussen twee onderhouden, waarvan de minimale prestaties in bijlage V omschreven worden, mag niet langer zijn dan een jaar voor de individuele zuiveringseenheden en -installaties en dan drie maanden voor een individueel zuiveringsstation.

De tussentijd tussen twee ruiming mag niet langer zijn dan vier jaar voor de individuele zuiveringseenheden, twee jaar voor de individuele zuiveringsinstallaties of één jaar voor de individuele zuiveringsstations.

Individuele zuiveringssystemen en ontvetters worden door erkende ruimers geledigd.

Art. 15. De onderhoudsovereenkomst, waarvan de minimuminhoud vastligt in bijlage V, is verplicht voor de individuele zuiveringsstations.

Art. 16. De bewijsstukken inzake het onderhoud en de door een erkende opruimer opgemaakte opruimingsattesten worden bij elke controle door de exploitant overgelegd aan de personen of instellingen die de Waalse Regering daartoe gemachtigd heeft.

HOOFDSTUK V. — *Opheffings-, wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 17. Het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater wordt opgeheven wat betreft de inrichtingen bedoeld in dit besluit.

Art. 18. De artikelen 6, 14 en 15 van dit besluit zijn van toepassing op de bestaande inrichtingen.

De artikelen 7 en 9 van dit besluit zijn uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen;

Gezuiverd water uit de bestaande inrichtingen voldoet aan de emissievoorwaarden van bijlage VI.

Art. 19. In artikel 5, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties worden de termen "of een aërobe percolatie" worden geschrapt.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 21. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage I

Begrip inwoner-equivalent

De nuttige capaciteit van het individuele zuiveringssysteem wordt bepaald op grond van het aantal inwonerequivalenten (IE) van de op het individuele zuiveringssysteem aangesloten woning of wooncomplexen. Ze bedraagt minstens 5 IE.

Er wordt vanuit gegaan dat de dagelijks voortgebrachte vuilvracht voor een gezinswoning die slechts huishoudelijk afvalwater voortbrengen, gelijk is aan een aantal inwonerequivalenten dat overeenstemt met het aantal bewoners. Als verschillende woningen op hetzelfde individueel zuiveringssysteem aangesloten zijn, wordt uitgegaan van minimum 4 IE per woning voor de berekening van de vuilvracht.

Voor de andere gebouwen wordt het aantal inwonerequivalenten dat overeenstemt met de vuilvracht van het huishoudelijk afvalwater, berekend als volgt :

Gebouw of complex	Aantal inwoner-equivalent (IE)
Fabriek, werkplaats	1 werkmans = 1/2 IE
Kantoor	1 bediende = 1/3 IE
School zonder baden, stortbaden of keuken (externaat) *	1 leerling = 1/10 IE
School met baden en zonder keuken (externaat) *	1 leerling = 1/5 IE
School met baden en keuken (externaat) *	1 leerling = 1/3 IE
School met baden en keuken (internaat) *	1 leerling = 1 IE
Hotel, pension*	1 bed = 1 IE
Camping - doorreisplaats	1 plaats = 1,5 IE
Camping - verblijfplaats	1 verblijfplaats = 2 IE
Kazerne	1 persoon (voorzien) = 1 IE
Restaurant *	1 opgediende maaltijd = 1/4 IE Aantal IE = 1/4 IE x gemiddeld aantal maaltijden opgediend per dag
Theater, bioscoop, feestzaal, slijterijen van dranken	1 plaats = 1/30 IE
Sportpark	1 plaats = 1/20 IE
Home, centrum voor specifieke verzorging, gevangenis- sen *	1 bed = 1,5 IE

Voor de met een * aangeduide gebouwen of complexen wordt het op grond van de tabel berekend aantal IE verhoogd met 1/2 IE per personeelslid dat in de instelling tewerkgesteld is. Voor de bepaling van de vereiste nuttige capaciteit wordt rekening gehouden met een eventuele vermeerdering van het aantal gebruikers van het aangesloten gebouw of complex.

Gezien op te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering.

Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage II

Bepalingen betreffende de elementen inzake voorbehandeling en slibopslag

Nominale zuiveringscapaciteit (IE)	Minimum bruikbaar volume, in m ³ Uitsluitend primair slib	Minimum bruikbaar volume, in m ³ Gemengd slib (primair en secundair slib gemengd)
5 - 10	320 l/IE met een minimum van 3 m ³	560 l/IE met een minimum van 3 m ³
11 - 20	215 l/IE met een minimum van 3.2 m ³	350 l/IE met een minimum van 5.6 m ³
21 - 50	150 l/IE met een minimum van 4.3 m ³	240 l/IE met een minimum van 7 m ³
51 - 99	120 l/IE met een minimum van 7.5 m ³	180 l/IE met een minimum van 12 m ³

Gezien op te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering.

Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage III**Controlevoorziening**

De controlevoorziening bedoeld in artikel 9 voldoet aan de volgende eisen :

1° een vlotte monsterneming van het geloosde gezuiverde water mogelijk maken;

2° vlot toegankelijk zijn, zonder voorafgaande formaliteit;

3° geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties biedt inzake waterkwantiteit en -kwaliteit, hetzij :

a) geïntegreerd in het zuiveringscompartiment :

ze wordt op de uitgangsvoorziening aangebracht. vlotte toegang vanaf het toegangsluik, ze bestaat uit een open leiding die een monsterneming van het water juist vóór de uitgang mogelijk maakt;

b) hetzij in het mangat geïntegreerd op een afstand van maximum 2 meter na het laatste element van de behandeling :

het mangat is voorzien van een opening met een nominale afmeting van 60 cm en laat de rechtstreekse monsterneming toe onder de leiding van het water dat in het mangat binnenkomt.

Gezien op te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering.

Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage IV**Dimensionering van de afvoervoorzieningen via infiltratie**

De dimensionering van de afvoervoorziening via infiltratie maakt het voorwerp uit van een berekeningsnota waarin verschillende parameters betreffende de kenmerken van de bodem opgenomen worden.

Als het regenwater langs dezelfde voorziening afgevoerd wordt, houden de dimensioneringsgrondslagen rekening met het bijkomende regenwaterdebiet.

a) Bodemtype en infiltratiesnelheid :

Zandbodem : infiltratiesnelheid tussen $4 \cdot 10^{-3}$ m/s en $2 \cdot 10^{-5}$ m/s.

Zand-leembodem : infiltratiesnelheid tussen $2 \cdot 10^{-5}$ m/s en $6 \cdot 10^{-6}$ m/s.

Leembodem : infiltratiesnelheid tussen $6 \cdot 10^{-6}$ m/s en 10^{-6} m/s.

De infiltratie kan niet overwogen worden voor infiltratiesnelheden hoger dan $4 \cdot 10^{-3}$ m/s en lager dan 10^{-6} m/s.

De infiltratiesnelheid wordt in situ gemeten via een permeabiliteitstest.

b) Diepte van het grondwater :

Als het grondwater niet dieper is dan 1 m, kan het gezuiverde water uitsluitend afgevoerd worden via een bovengrondse infiltratieheuvel of via een andere toegelaten afvoerwijze.

c) Infiltratiesleuven of dispersiedraineerbuisen :

Maximumlengte : 30 meter vanaf het voedingspunt.

Minimale sectie van 0,6 m x 0,6 m.

De asafstand tussen elke sleuf of draineerbuis mag niet minder dan 2 m bedragen.

Bodem :	Diepte van het grondwater in m (N)	Min. totaallengte van de draineerbuisen in m, voor een capaciteit van 5 IE	Bijkomende lengte in m per IE
Zandbodem :	1 < N < 1,5 N > 1,5	35 25	8
Zand-leembodem :	1 < N < 1,5 N > 1,5	50 42	13
Leembodem :	1 < N < 1,5 N > 1,5	85 70	17

d) Infiltratieheuvel - Minimale hoogte van 0,70 m.

Bodem :	Min. oppervlakte van de filter in m ² voor een capaciteit van 5 IE	Bijkomende oppervlakte per IE in m ²
Zandbodem :	35	6,5
Zand-leembodem :	55	11
Leembodem :	75	16,6

e) Zandfilter - Minimale dikte van 0,75 m.

Bodem :	Min. oppervlakte van de filter in m ² voor een capaciteit van 5 IE	Bijkomende oppervlakte per IE in m ²
Zandbodem Zand-leembodem Leembodem	40	8,5

Gezien op te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering.

Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE V

Verplichte onderhoudsprestaties

Al naar gelang van het soort uitrusting hebben de onderhoudsprestaties hoe dan ook betrekking op de volgende verificaties en controles, die in een exploitatiedagboek worden opgenomen :

- Verificatie van de datum van de laatste slibzuivering;
- Verificatie van de datum van het laatste onderhoud;
- Functionele controle van elk mechanisch en elektrotechnisch bestanddeel;
- Onderhoud van de onder water liggende luchtverser en van de pompen, reiniging van de pomp, verificatie van de dichtheid van de aansluitingen van de leidingen voor water, lucht, slib;
- Verificatie van het zuurstofgehalte van het afvalwater en, desgevallend, aanpassing van de dienstdag voor de onder water liggende luchtverser;
- Verificatie van het chemisch zuurstofverbruik (CZV);
- Verificatie van het slibvolume na de fase van secundaire zuivering en regeling van de hercirculatie (facultatief al naar gelang van het gebruikte procédé);
- Verificatie van de exacte hoogte van het slib in het opslagcompartiment waarbij aan de exploitant gevraagd wordt om, indien nodig, de procedure inzake afvoer van het slib door een erkende opruimer op te starten;
- Uitvoering van de algemene reinigingswerken, bijvoorbeeld verwijdering van afzettingen.

De uitgevoerde onderhoudswerken en het resultaat van de analyse van het CZV in het dagboek voor de exploitatie opschrijven.

De tussentijd tussen 2 onderhoudsbezoeken bedraagt hoogstens één jaar voor individuele zuiveringseenheden en -installaties en hoogstens drie maanden voor individuele zuiveringsstations.

Gezien op te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering.

Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage VI

Bestaande inrichtingen - Emissievoorwaarden

a) Individuele zuiveringseenheid

Parameters	Concentratie (2)	Referentiemethode voor de analyse (1)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C) zonder nitrificatie)	70 mg/l O ₂	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster.
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	180 mg/l O ₂	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster.
Totale hoeveelheid gesuspendeerde vaste stoffen	60 mg/l	

(1) De analyses betreffende lozingen uit bezinkbassins worden verricht met gefilterde monsters; de concentratie van de totale gesuspendeerde vaste stoffen in ongefilterde watermonsters is evenwel niet hoger dan 150 mg/l.

(2) De numerieke waarden hebben betrekking op punctuele monsternemingen.

b) Individuele zuiveringsinstallaties

Parameters	Concentratie (2)	Referentiemethode voor de analyse (1)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C) zonder nitrificatie)	50 mg/l O ₂	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster.
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	160 mg/l O ₂	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster.
Totale hoeveelheid gesuspendeerde vaste stoffen	60 mg/l	
(1) De analyses betreffende lozingen uit bezinkbassins worden verricht met gefilterde monsters; de concentratie van de totale gesuspendeerde vaste stoffen in ongefilterde watermonsters is evenwel niet hoger dan 150 mg/l.		
(2) De numerieke waarden hebben betrekking op punctuele monsternemingen		

c) individuele zuiveringsstations

Parameters	Concentratie	Minimaal verminderingpercentage (1)	Referentiemeetmethode (2)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C) zonder nitrificatie (3)	30 mg/l O ₂ (5) of 50 mg/l O ₂ (6)	70	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Bepaling van het zuurstof opgelost vóór en na een incubatie van 5 dagen bij 20 °C + 1 °C in volledige duisternis. Toevoeging van een nitrificatiemmer.
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	125 mg/l O ₂ (5) 160 mg/l O ₂ (6)	75	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Kaliumbichromaat
Totale hoeveelheid gesuspendeerde vaste stoffen	60 mg/l (4)	90 (4)	<ul style="list-style-type: none"> • Filtrering van een representatief monster op een membraan van 0,45 µm, droging bij 105 °C en weging. • Centrifugereren van een representatief monster (gedurende minstens 5 minuten met een gemiddelde versnelling van 2800 à 3200 g), droging bij 105 °C en weging.
PH	< 9 en > 6,5		
T°	< 30 °C		
niet polaire koolwaterstoffen	< 3 mg/l		
Een representatief monster van het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen			

(1) Vermindering in vergelijking met de ingang

(2) De analyses betreffende lozingen uit bezinkbassins worden verricht met gefilterde monsters; de concentratie van de totale gesuspendeerde vaste stoffen in ongefilterde watermonsters is evenwel niet hoger dan 150 mg/l.

(3) Deze parameter kan door een andere vervangen worden: totaal organieke koolstof (COT) of totale zuurstofvraag (DTO) indien een verband tussen de DBO5 en de vervangingsparameter gelegd kan worden.

(4) Deze vereiste is facultatief.

(5) Gemiddeld over 24 uur.

(6) Maximum.

Gezien op te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering.

Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN